



**KPMG Réviseurs d'Entreprises**  
**Prins Boudewijnlaan 24d**  
**2550 Kontich**  
**Belgique**

Tél. +32 (0)2 708 43 00  
Fax +32 (0)2 708 43 99  
www.kpmg.be

## **Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Kinopolis Group SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2013**

### **TRADUCTION LIBRE D'UN RAPPORT DE COMMISSAIRE AVEC UNE OPINION SANS RESERVE DONT L'ORIGINALE A ÉTÉ PRÉPARÉ EN NEERLANDAIS**

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels que définis ci-dessous, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

#### **Rapport sur les comptes annuels - Opinion sans réserve**

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de Kinopolis Group SA (« la Société ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique. Ces comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2013, le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date, et l'annexe. Le total du bilan s'élève à 278.471.696,95 EUR et le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 45.139.274,62 EUR.

#### *Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes annuels*

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne que l'organe de gestion estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du commissaire*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation du risque que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de la Société relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit

appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion ainsi qu'à apprécier la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

#### *Opinion sans réserve*

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2013, ainsi que de ses résultats pour clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

### **Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (normes ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est, à tous égards significatifs, de vérifier le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les déclarations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes annuels:

- Le rapport de gestion traite des mentions requises par la loi, concorde, dans tous ses aspects significatifs, avec les comptes annuels et ne présente pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

- Conformément à l'article 523 de Code des Sociétés nous devons également vous faire rapport sur les transactions suivantes qui ont eu lieu :
  - Le 19 février 2013 le Conseil d'Administration a constaté que les critères qualitatives et quantitatives quant à l'allocation de la rémunération variable et le 'outperformance bonus' pour le Management Exécutif comme déterminés par le Conseil d'Administration et le Comité de Nomination et de Rémunération en 2012 ont été accomplis et attribue par conséquent cette rémunération variable à concurrence de €480.000 et le 'outperformance bonus' à concurrence de €225.000.
  - Le 19 février 2013 le Conseil d'Administration a fixé, conformément à la proposition du Comité de nomination et de rémunération les objectifs de management pour 2013 et la politique de rémunération pour 2013 et 2014 pour le Management Exécutif. L'impact maximal pour la société de l'attribution des rémunérations variables liées aux prestations s'élèverait à €750.000.
  - Le 19 février 2013 le Conseil d'Administration, sous la condition résolutoire d'approbation par l'Assemblée Générale du portefeuille global de rémunération pour le Conseil d'Administration, a décidé de modifier la rémunération du président du Conseil d'Administration pour les exercices 2013 et suivants. Etant donné que la modification de la rémunération du président s'effectue dans les limites du portefeuille global de rémunération, il n'y a pas de conséquences patrimoniales pour la société.

Kontich, le 2 avril 2014

KPMG Réviseurs d'Entreprises  
Commissaire  
représentée par

Sophie Brabants  
Réviseur d'Entreprises

SB/13/32